



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 27 mai 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Recettes monétaires agricoles, premier trimestre de 2004**

Les recettes monétaires agricoles ont diminué de 2,6 % pour se fixer à 8,9 milliards de dollars au premier trimestre de 2004, les répercussions de la maladie de la vache folle ayant continué de faire chuter les recettes des éleveurs de bovins. Malgré des augmentations pour d'autres productions animales importantes, les recettes globales tirées du bétail ont subi le plus grand recul jamais constaté au cours d'un premier trimestre, tandis que les recettes des cultures ont atteint leur plus haut niveau depuis 2000.

2

- **Revenu agricole net, 2003**

Le revenu net comptant, soit la différence entre les recettes monétaires et les dépenses d'exploitation d'un agriculteur, s'est affaibli pour atteindre son plus bas niveau en plus de 25 ans en 2003 à la suite d'une succession de sécheresses les années précédentes et de la crise de la maladie de la vache folle. Le revenu net comptant a chuté de 43,3 % pour se situer à 4,2 milliards de dollars.

6

AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail, mars 2004	10
Exploration de la participation du crime organisé au vol de véhicules à moteur, 2002	12
Statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger, 2002	14
Emploi dans le secteur public, premier trimestre de 2004	15
Enquête sur la participation et les limitations d'activités, 2001	15
Stocks de viandes froides et congelées, mai 2004	16

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

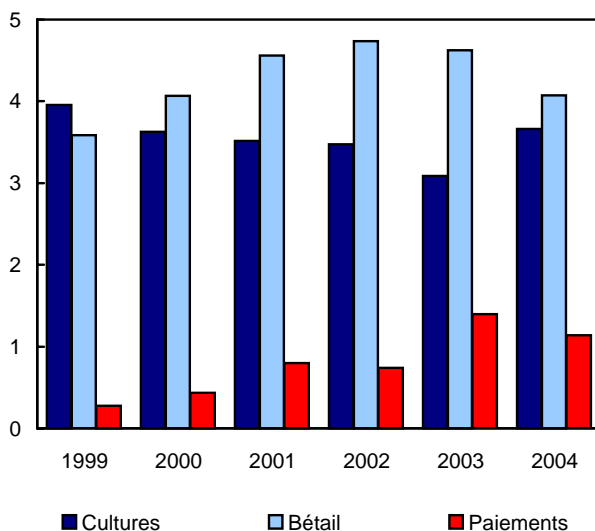
Recettes monétaires agricoles

Premier trimestre de 2004

Les recettes monétaires agricoles ont diminué de 2,6 % pour se fixer à 8,9 milliards de dollars au premier trimestre de 2004, les répercussions de la maladie de la vache folle ayant continué de faire chuter les recettes des éleveurs de bovins.

Recettes monétaires agricoles, janvier à mars

En milliards de dollars



Malgré cette contraction généralisée, les recettes monétaires totales de janvier à mars 2004 ont dépassé de 3,5 % la moyenne quinquennale précédente de 1999 à 2003.

Les recettes tirées du bétail ont chuté de 11,9 % pour s'établir à 4,1 milliards de dollars. Il s'agit du plus grand recul jamais constaté au cours d'un premier trimestre. Toutefois, les recettes tirées de la vente de cultures ont augmenté de 18,7 % pour se fixer à 3,7 milliards de dollars, atteignant ainsi leur plus haut niveau depuis l'an 2000.

Les agriculteurs ont reçu 1,1 milliard de dollars en paiements de programme au cours des trois premiers mois de 2004, en baisse de 18,4 % comparativement à la valeur record de l'an dernier. Malgré cette diminution, les paiements de programme demeurent de 56,2 % supérieurs à la moyenne quinquennale précédente qui s'établissait à 728 millions de dollars.

Note aux lecteurs

Statistique Canada ne fait pas de prévisions pour les recettes monétaires agricoles. Les données qui s'y rapportent sont fondées sur les données des enquêtes et les données administratives provenant de plusieurs sources.

Les **recettes monétaires agricoles** mesurent le revenu brut des entreprises agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les fermes d'une même province) et les paiements de programme. Les recettes sont comptabilisées lorsque l'argent est versé aux agriculteurs, avant déduction des dépenses.

Les **recettes différées** représentent les ventes de céréales et d'oléagineux livrés par les producteurs de l'Ouest pour lesquelles les paiements ont été reportés jusqu'à l'année suivante. Étant donné que ces recettes sont fondées sur les livraisons effectuées, les paiements différés sont déduits des recettes monétaires agricoles de l'année civile en cours et inclus lorsqu'ils sont réalisés (voir «Réalisation des recettes différées» dans le tableau des recettes monétaires agricoles).

Les **paiements de programme** sont les paiements liés à la production agricole courante et versés directement aux agriculteurs. Mentionnons, à titre d'exemple, les paiements du Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) et de la Loi sur l'assurance-récolte et ceux des programmes provinciaux de stabilisation. La série des paiements de programme ne vise pas nécessairement à englober tous les paiements effectués aux agriculteurs ni ne représente la totalité des dépenses des gouvernements se rapportant à tous les programmes d'aide.

Les recettes monétaires agricoles constituent une mesure des recettes brutes des exploitations agricoles. Elles ne tiennent pas compte des dépenses engagées par les agriculteurs. Les recettes monétaires peuvent varier considérablement d'une exploitation agricole à une autre en raison de plusieurs facteurs, dont les élevages ou les cultures choisis, les prix et les conditions climatiques. De plus, les effets de la fermeture le 20 mai 2003 de la frontière américaine aux bovins et au boeuf canadiens continueront de se faire sentir dans les statistiques financières agricoles. Pour obtenir les renseignements les plus récents au sujet du revenu agricole net en 2003, veuillez consulter le communiqué intitulé *Revenu agricole net* publié aujourd'hui.

Les recettes monétaires des agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard ont affiché la plus forte diminution en pourcentage (-19,9 %). Cette baisse s'explique en grande partie par une diminution des prix et des mises en marché de pommes de terre. L'Île-du-Prince-Édouard était suivie de la Saskatchewan (-10,0 %), où les paiements de programme et les recettes provenant des bovins ont tous deux régressé.

La plus forte progression des recettes monétaires a été observée en Nouvelle-Écosse (+9,4 %), les recettes tirées du bétail et les paiements de programme ayant été à la hausse.

Les recettes tirées des bovins chutent de plus du tiers en raison de la réduction du commerce du boeuf

Les recettes provenant des bovins et des veaux ont diminué de 35,6 % au premier trimestre de 2004 pour se fixer à 1,2 milliard de dollars. Les mises en marché et les prix se sont affaiblis dans la foulée de l'interdiction sur les exportations de bovins et de boeuf. Les recettes tirées des exportations internationales de bovins et de veaux sont tombées à zéro, alors que, il y a un an, elles avaient été d'environ 400 000 \$ au premier trimestre.

Pour ajouter à l'infortune des producteurs de boeuf, le prix des bovins d'abattage a reculé de 27,6 %. Cette diminution est attribuable à la faiblesse de la demande internationale pour les produits de boeuf canadien, qui a été entraînée par l'embargo sur l'exportation. Bien que le nombre de bovins d'abattage vendus ait commencé à se redresser, l'embargo a porté les cheptels bovins à des niveaux records au Canada.

Pour leur part, les éleveurs de porcs ont enregistré des recettes monétaires de 926 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 9,2 % comparativement à la même période en 2003. De janvier à mars, il s'est exporté plus de 2,2 millions de têtes, ce qui représente un gain de 48,0 % d'une année à l'autre et plus du double de la moyenne décennale de 1994 à 2003. Les ventes de porcs destinés à l'abattage au Canada ont augmenté de 4,6 %, les prix ayant commencé leur remontée après les bas niveaux observés à la fin de 2003.

En ce qui a trait aux secteurs assujettis à la gestion de l'offre, les recettes tirées du lait et de la crème, des poulets, des oeufs et des dindons et dindes se sont accrues. Le bétail et les produits d'origine animale assujettis à la gestion de l'offre ont représenté plus de 40 % des recettes tirées du bétail au premier trimestre de 2004.

Les recettes attribuables aux ventes de poulets ont augmenté de 8,7 % pour se situer à un sommet de près de 400 millions de dollars, tandis que les recettes tirées des produits laitiers ont progressé de 2,3 %, celles des oeufs, de 1,9 % et celles des dindons et dindes, de 0,3 %.

Les recettes tirées des cultures connaissent une remontée au premier trimestre

Les recettes tirées des cultures ont augmenté de 18,7 % pour atteindre 3,7 milliards de dollars. Il s'agit de la première hausse à être enregistrée au cours d'un premier trimestre depuis 1998.

La production de céréales et d'oléagineux est revenue à des niveaux plus normaux en 2003. La production de blé (sauf le blé dur), d'orge et de canola a fait un bond d'environ 60 % par rapport aux niveaux de l'année de sécheresse 2002. Les livraisons de la plupart des grandes cultures ont nettement évolué de janvier à mars 2004 par rapport à la même période l'an dernier.

Les paiements de la Commission canadienne du blé (CCB) relatifs au blé et à l'orge ont aussi contribué à la progression des recettes tirées des cultures, compte tenu du moment de la réception des paiements cette année par rapport à l'an dernier.

Les prix moyens des céréales et des oléagineux, sauf ceux du soya, ont diminué d'une année à l'autre par suite de l'augmentation de l'offre et du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les recettes tirées du canola ont représenté le gain le plus notable, passant de 274 millions de dollars au premier trimestre de 2003, soit le plus bas niveau enregistré en 15 ans, à 677 millions de dollars au trimestre correspondant de 2004. La hausse des livraisons a compensé la baisse des prix.

Les recettes provenant des ventes de pommes de terre ont glissé sous la moyenne quinquennale précédente, les recettes tirées des pommes de terre de consommation ayant connu une forte régression en raison de la faiblesse des prix.

Les recettes tirées des produits horticoles, qui comprennent les fruits, les légumes, et les produits de floriculture, de pépinière et de gazonnière, ont continué à représenter une plus grande partie de l'ensemble des recettes provenant des cultures. Les recettes tirées des cultures horticoles se sont accrues de 2,7 %, représentant presque 15,6 % de toutes les recettes culturelles.

Les paiements de programme accusent un recul par rapport à leurs niveaux records

Les paiements des régimes d'assurance-récolte ont chuté par rapport à leurs niveaux records de 2003. Ils ont diminué de 69,0 % pour s'établir à 327 millions de dollars. Les infestations d'insectes ainsi que le temps chaud et sec ont posé des problèmes à un grand nombre de producteurs des Prairies dans la campagne agricole de 2003, mais les conditions générales de culture étaient bien supérieures à l'état de sécheresse de 2001 et 2002.

Le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) a continué à effectuer des paiements records. Les producteurs ont retiré 369 millions de dollars de la partie gouvernementale, ce qui représente 232 millions de dollars de plus qu'au premier trimestre de 2003 et plus du triple de la moyenne quinquennale précédente de 107 millions de dollars.

Cette augmentation pourrait être le résultat des retraits effectués par les producteurs qui commencent à liquider leurs comptes en prévision de l'instauration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA), qui remplacera le CSRN.

Les paiements des programmes d'aide en cas de catastrophe liée au revenu se sont élevés à 123 millions de dollars, en hausse de 13,4 % par rapport au premier trimestre de 2003.

Les paiements bruts des programmes provinciaux de stabilisation ont monté en flèche pour atteindre 94 millions de dollars. Cette progression est surtout attribuable aux paiements supplémentaires effectués par le Québec en réaction à l'affaiblissement des prix, ainsi qu'au moment des paiements versés au premier trimestre de 2003.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0003, 002-0005, 002-0007 à 002-0009, 002-0012 et 003-0025.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3436, 3437, 3439, 3471, 3472, 3473 et 3474.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Estelle Perrault au (613) 951-2448 (estelle.perrault@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Recettes monétaires agricoles

	Janvier à mars 2003	Janvier à mars 2004 ^P	Janvier à mars 2003 à janvier à mars 2004 var. en %
	en millions de dollars		
Canada	9 103	8 871	-2,5
Tout le blé ¹	474	609	28,5
Blé, sauf le blé dur ¹	362	515	42,3
Blé dur ¹	112	95	-15,2
Orge ¹	87	168	93,1
Recettes différées	-53	-82	54,7
Réalisation des recettes différées	590	606	2,7
Canola	274	677	147,1
Soya	145	161	11,0
Maïs	211	219	3,8
Autres céréales et oléagineux	109	99	-9,2
Cultures spéciales	217	189	-12,9
Autres cultures	1 030	1 015	-1,5
Total des cultures	3 084	3 661	18,7
Bovins et veaux	1 843	1 186	-35,6
Porcs	848	926	9,2
Produits laitiers	1 107	1 133	2,3
Volaille et oeufs	569	604	6,2
Autre bétail	257	224	-12,8
Total du bétail	4 624	4 072	-11,9
Compte de stabilisation du revenu net	137	369	169,3
Paiements d'assurance-récolte	1 057	327	-69,1
Programmes d'aide en cas de désastre lié aux revenus	109	123	12,8
Programme provincial de stabilisation	40	94	135,0
Subventions aux produits laitiers	0	0	-
Autres programmes	52	224	330,8
Total des paiements	1 395	1 138	-18,4

- Néant ou zéro.

^P Données provisoires.

1. Inclut les paiements de la Commission canadienne du blé.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Recettes monétaires agricoles provinciales

	Janvier à mars 2003	Janvier à mars 2004 ^P	Janvier à mars 2003 à janvier à mars 2004 var. en %
	en millions de dollars		
Canada	9 103	8 871	-2,5
Terre-Neuve-et-Labrador	19	20	5,3
île-du-Prince-Édouard	101	81	-19,8
Nouvelle-Écosse	97	106	9,3
Nouveau-Brunswick	97	95	-2,1
Québec	1 222	1 275	4,3
Ontario	1 910	1 874	-1,9
Manitoba	1 020	1 032	1,2
Saskatchewan	1 874	1 687	-10,0
Alberta	2 253	2 193	-2,7
Colombie-Britannique	509	509	-

- Néant ou zéro.

^P Données provisoires.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.



Revenu agricole net

2003

Le revenu net comptant, soit la différence entre les recettes monétaires et les dépenses d'exploitation d'un agriculteur, s'est affaibli pour atteindre son plus bas niveau en plus de 25 ans en 2003 à la suite d'une succession de sécheresses les années précédentes et de la crise de la maladie de la vache folle.

Le revenu net comptant a chuté de 43,3 % pour se situer à 4,2 milliards de dollars. Il s'agit de la deuxième baisse consécutive. Ce chiffre, de 37,2 % inférieur à la moyenne quinquennale précédente de 1998 à 2002, est à son plus bas niveau depuis 1977.

Les deux années consécutives de sécheresse en 2001 et 2002 ainsi que le diagnostic de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) chez une vache du nord de l'Alberta l'an dernier comptent parmi les principaux facteurs liés à la baisse.

Les agriculteurs des Prairies ont été les plus durement touchés. Le revenu net comptant a régressé de 72,3 % en Alberta, de 69,4 % en Saskatchewan et de 51,2 % au Manitoba. Les agriculteurs de seulement trois provinces ont enregistré des gains, soit ceux de Terre-Neuve-et-Labrador, du Québec et de la Colombie-Britannique.

Malgré des paiements de programme records, les faibles recettes tirées des cultures et du bétail ont contribué à abaisser les recettes monétaires agricoles, tandis que les dépenses d'exploitation agricoles ont augmenté de 3,7 %. Les intrants, tels que les engrais et la chaux, le carburant pour les machines, les semences commerciales et les pesticides, ont contribué à la hausse des dépenses.

Le revenu net comptant peut varier considérablement d'une exploitation à une autre en raison de facteurs comme les élevages et les cultures choisis, les prix et les conditions climatiques. Il ne tient pas compte de l'amortissement ou de la valeur de la variation des stocks à la ferme. Pour plus de détails sur les recettes monétaires agricoles au cours du premier trimestre de 2004, voir le communiqué publié aujourd'hui intitulé *Recettes monétaires agricoles*.

Les recettes monétaires atteignent leur plus faible niveau en trois ans

Au total, les agriculteurs ont tiré 34,1 milliards de dollars de toutes les sources de recettes l'an dernier, en baisse de 5,8 % par rapport à 2002. Bien que ce niveau soit le plus faible depuis 2000, il demeure néanmoins au-dessus de la moyenne des cinq années précédentes.

Les recettes tirées du bétail ont chuté de 11,1 % pour se situer à 16,2 milliards de dollars, soit la plus

Note aux lecteurs

Le **revenu net comptant** mesure les mouvements de l'encaisse d'une exploitation agricole (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Il représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Le **revenu net total** mesure les flux financiers et la variation des stocks des exploitations agricoles (le revenu net comptant moins l'amortissement plus le revenu en nature et la valeur de la variation des stocks). Le revenu net total attribue une valeur à la production économique agricole au cours de l'année où les produits agricoles ont été produits. Il représente le rendement des capitaux propres, la main-d'oeuvre non rémunérée, la gestion et le risque.

Les **recettes monétaires agricoles** mesurent le revenu brut des exploitations agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les exploitations agricoles d'une même province) et les paiements de programme. Les recettes sont comptabilisées lorsque l'argent est versé aux agriculteurs, avant déduction des dépenses.

Les **dépenses d'exploitation agricole** représentent les frais d'exploitation qu'engagent les exploitations agricoles pour les biens et les services qu'elles utilisent dans la production de produits agricoles. Les frais sont comptabilisés lorsque l'agriculteur débourse les fonds.

forte baisse depuis plus d'une décennie. Les recettes des producteurs de cultures ont baissé de 10,2 % pour se situer à 13,0 milliards de dollars, ce qui représentait le montant le plus faible depuis 1994.

En revanche, les paiements de programme ont augmenté de 41,6 % pour atteindre un sommet de 4,9 milliards de dollars, montant qui pulvérise le sommet précédent de 3,8 milliards de dollars atteint en 1992.

Les recettes tirées des bovins ont chuté d'environ un tiers l'an dernier pour se situer à 4,6 milliards de dollars, les mises en marché et les prix ayant tous deux chuté à la suite de l'embargo sur les bovins et les produits du boeuf qui a été imposé après le diagnostic de l'ESB chez une vache du nord de l'Alberta le 20 mai 2003. Les recettes des exportations internationales de bovins ont chuté de plus de 67 % pour se situer à 572 millions de dollars. Presque toutes les exportations sont destinées au marché américain, dont l'accès s'est effondré en raison de l'embargo.

En 2002, la valeur du marché d'exportation des bovins et du boeuf du Canada s'est établie à environ 4 milliards de dollars, soit près du double de la valeur du marché en 2003, d'après l'article *La maladie de la vache folle et le commerce du boeuf : une mise à jour*, publié le 18 février dans la série *Analyse en bref*.

En outre, les recettes tirées des bovins d'abattage ont chuté de près de 25 % pour se situer à 3,4 milliards

de dollars. On attribue la chute des prix et celle du nombre de têtes abattues à la baisse de la demande internationale des produits du boeuf canadien survenue après l'embargo. À la suite de celui-ci, le cheptel bovin au Canada a augmenté considérablement pour atteindre un sommet.

Les recettes tirées des bovins ont chuté de plus de 60 % au troisième trimestre de 2003. Toutefois, depuis la mi-septembre, le Canada a pu exporter en vertu d'un processus d'émission de permis du boeuf désossé provenant d'animaux de moins de 30 mois vers les États-Unis. Les recettes attribuables aux bovins ont peu à peu augmenté mais sont demeurées bien en deçà de la normale, les bovins et les veaux vivants ne pouvant franchir la frontière.

En revanche, les éleveurs de porcs ont déclaré des recettes monétaires de 3,4 milliards de dollars, en hausse de 3,2 %. Le nombre de porcs vendus à l'étranger l'an dernier a augmenté de près de 30 %, ce qui a contribué à pousser les mises en marché vers des niveaux records, tandis que le prix moyen en 2003 est demeuré semblable à celui de 2002.

En ce qui concerne les secteurs assujettis à la gestion de l'offre, lesquels ont représenté tout juste un peu plus de 40 % des recettes tirées du bétail en 2003, les recettes provenant du lait et de la crème ont continué d'augmenter. Les recettes tirées du poulet se sont redressées, tandis que les recettes tirées des oeufs ont fléchi.

Les recettes tirées des produits laitiers ont augmenté de 8,7 % pour atteindre un sommet de 4,5 milliards de dollars, à la suite d'une hausse des prix mise en oeuvre par la Commission canadienne du lait (CCL) en février 2003 ainsi qu'une hausse des mises en marché.

Les recettes des cultures en 2003 ont chuté de 4,3 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente, malgré l'amélioration des conditions de croissance dans l'Ouest canadien. Deux sécheresses consécutives ont réduit radicalement la production et amoindri considérablement les stocks de céréales et d'oléagineux à la fin de 2002. Par conséquent, les producteurs ont eu peu de produits à vendre avant la récolte des cultures de 2003.

En 2003, les niveaux de production de la plupart des cultures ont surpassé ceux de 2002. Au cours de la dernière moitié de 2003 en particulier, l'augmentation des livraisons a été neutralisée par la baisse des prix de la plupart des principales céréales et des principaux oléagineux, de même que par la diminution des paiements de la Commission canadienne du blé (CCB).

Les producteurs de blé (sauf le blé dur) et d'orge ont été les plus durement touchés. Les recettes tirées du blé (sauf le blé dur) ont chuté de 30,7 % pour se situer à 1,8 milliard de dollars à la suite de la baisse des livraisons et de la diminution des paiements de la CCB.

Les agriculteurs ont reporté moins de recettes tirées des céréales et des oléagineux en 2003, puisque les deux années consécutives de sécheresse ont réduit la production et diminué les mises en marché en 2002. Cette pratique a entraîné une baisse des réalisations de 22,2 %, qui se sont situées à 654 millions de dollars, soit bien en deçà de la moyenne quinquennale précédente.

Les recettes tirées des pommes de terre ont chuté de 7,4 % pour se situer à 850 millions de dollars, après avoir atteint un sommet en 2002. Cependant, règle générale, les recettes provenant des cultures horticoles, notamment les fruits, les légumes et les produits de floriculture, des gazonnières et des pépinières, ont augmenté de plus de 4 % pour se situer à près de 4 milliards de dollars, ce qui représente 30 % des recettes totales des cultures.

La plus grande partie de la montée en flèche de 41,6 % des paiements de programme l'an dernier a eu lieu sous trois types de programmes distincts : le Fonds de transition 2003, les programmes d'aide fournis pour contribuer à neutraliser l'incidence de l'embargo lié à l'ESB et les programmes d'assurance-récolte.

Les agriculteurs canadiens ont tiré plus d'un milliard de dollars du Fonds de transition 2003 et des programmes liés à l'ESB. (Le Fonds de transition a été mis en oeuvre afin d'appuyer le secteur agricole au cours de la transition vers le nouveau Cadre stratégique pour l'agriculture.)

Les paiements d'assurance-récolte ont atteint un sommet de 1,7 milliard de dollars, en hausse de 299 millions de dollars par rapport au sommet atteint en 2002 et plus du double de la moyenne quinquennale précédente. Cette montée en flèche a été attribuable aux piètres conditions de croissance en 2002 et à une augmentation de la superficie assurée.

Les paiements bruts en vertu des programmes provinciaux de stabilisation ont augmenté considérablement (+79,8 %) pour se situer à 711 millions de dollars. Les retraits du CSRN ont continué d'augmenter pour atteindre 723 millions de dollars, en hausse de 107 millions de dollars par rapport au sommet atteint en 2002. Les paiements aux fins des programmes d'aide en cas de catastrophe liée au revenu se sont chiffrés à 440 millions de dollars, en hausse de 13,8 %.

Les dépenses liées aux récoltes figurent en tête de la croissance globale des dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation ont augmenté de 3,7 % en 2003, au moment où il y a eu une augmentation importante des intrants dans les cultures, des coûts de la main-d'oeuvre agricole et des coûts du carburant. Les gains les plus importants ont été réalisés en Saskatchewan (+7,5 %), au Québec (+5,6 %) et au Manitoba (+5,6 %).

Ce sont les dépenses liées aux engrais qui ont le plus augmenté (+18,7 %), pour se situer à 2,7 milliards de dollars, principalement en raison des coûts élevés du gaz naturel. Les salaires en espèces ont atteint 3,9 milliards de dollars, tandis que le coût du carburant pour machines s'est élevé à 1,6 milliard de dollars. Dans les deux cas, la hausse était attribuable à l'augmentation des prix et à l'utilisation.

Les dépenses pour les semences commerciales ont crû puisque les prix des semences ont augmenté en raison des conditions de sécheresse dans l'Ouest canadien qui ont gravement diminué la qualité et la quantité des graines pour les semailles en 2003. Les dépenses liées aux pesticides se sont élevées à 1,7 milliard de dollars par suite de l'utilisation accrue des pesticides, particulièrement dans les Prairies à cause de l'infestation de sauterelles.

Les primes de stabilisation ont atteint 182 millions de dollars, soit le niveau le plus élevé en sept ans. Les primes d'assurance ont atteint un sommet de 542 millions de dollars, surtout en raison des conditions défavorables ces dernières années.

En revanche, les achats de bétail ont fléchi de 25,8 % pour se situer à 1,1 milliard de dollars à cause de la fermeture des marchés d'exportation du boeuf causée par l'ESB. Les coûts des aliments commerciaux ont chuté pour s'établir à 4,8 milliards de dollars, après trois hausses annuelles consécutives. Les prix des aliments pour animaux ont baissé par suite d'un approvisionnement relativement important en aliments pour animaux et de l'appréciation du dollar canadien.

Les stocks font augmenter le revenu net total

Après être tombé à un niveau très faible en 2002, le revenu net total a presque doublé pour se situer à 2,3 milliards de dollars, en hausse de 8,8 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente. Le revenu net total corrige le revenu net comptant en fonction des variations des stocks de cultures et de bétail à la ferme, de l'amortissement et du revenu en nature.

Les deux années consécutives de sécheresse dans l'Ouest canadien ont réduit considérablement les stocks de céréales et d'oléagineux à la ferme à la fin de 2002. Par conséquent, le retour à la normale des récoltes en 2003 a contribué à accroître les stocks. De la même façon, la crise de l'ESB a contraint les producteurs à garder leur bétail à la ferme, ce qui a entraîné une hausse des stocks.

Puisque les agriculteurs des Prairies ont été les plus durement touchés, à la fois par les sécheresses et la crise de la maladie de la vache folle, leur variation de la valeur des stocks est celle qui a le plus augmenté. L'Alberta est arrivée en tête du total de la variation de la valeur des stocks, qui s'est établie à 1,0 milliard de dollars, suivie de la Saskatchewan (943 millions de dollars) et du Manitoba (384 millions de dollars).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0003, 002-0005, 002-0007 à 002-0009, 002-0012 et 003-0025.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3436, 3437, 3439, 3471, 3472, 3473 et 3474.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 (marco.morin@statcan.ca), Division de l'agriculture.

□

Le Quotidien, le 27 mai 2004

Revenu agricole net

	CANADA	T.-N.-L.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
	en millions de dollars										
2002^r											
+ Recettes monétaires totales	36 217	80	364	407	424	5 512	8 492	3 855	6 485	8 384	2 214
- Dépenses d'exploitation totales après remises	28 901	74	312	368	358	4 602	7 233	2 929	4 815	6 308	1 902
= Revenu net comptant	7 316	6	52	39	66	910	1 259	926	1 669	2 076	312
+ Revenu en nature	134	1	1	3	3	45	40	8	12	15	7
- Frais d'amortissement	4 522	5	36	51	43	579	1 121	397	912	1 120	257
= Revenu net réalisé	2 928	2	18	-9	25	375	179	537	769	971	61
+ Valeur de la variation des stocks	-1 620	0	79	1	18	20	150	-36	-749	-1 118	16
= Revenu net total	1 308	1	97	-8	43	395	329	501	20	-147	77
2003^p											
+ Recettes monétaires totales	34 122	82	354	417	397	5 981	8 344	3 546	5 690	6 999	2 312
- Dépenses d'exploitation totales après remises	29 971	74	325	379	366	4 860	7 340	3 094	5 178	6 424	1 931
= Revenu net comptant	4 152	8	29	38	31	1 121	1 004	452	512	575	381
+ Revenu en nature	126	0	1	2	2	42	38	8	11	14	6
- Frais d'amortissement	4 590	6	36	51	43	607	1 112	426	913	1 139	256
= Revenu net réalisé	-312	3	-6	-10	-10	556	-71	34	-390	-549	131
+ Valeur de la variation des stocks	2 658	0	6	1	6	125	147	384	943	1 042	3
= Revenu net total	2 345	3	0	-10	-3	681	76	418	553	492	134

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.



AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail

Mars 2004 (données provisoires)

En mars, la rémunération hebdomadaire moyenne pour les salariés inscrits sur les listes de paie a augmenté de 0,4 % et a été supérieure de 2,4 % au niveau de mars 2003. Le secteur de la foresterie, de l'exploitation forestière et de soutien, celui de la gestion de sociétés et d'entreprises, celui des soins de santé et de l'assistance sociale, celui des services d'enseignement, ainsi que celui des autres services (sauf les services d'administrations publiques) ont enregistré les plus fortes croissances au cours des douze derniers mois, pendant que le secteur du transport et de l'entreposage affichait la plus importante diminution.

À la suite de l'augmentation substantielle observée en février, le nombre moyen d'heures rémunérées pour les salariés rémunérés à l'heure est demeuré inchangé en mars. La rémunération horaire s'est établie en moyenne à 17,53 \$. Cette estimation est aussi demeurée inchangée par rapport au mois précédent mais est de 2,9 % plus élevée que celle de mars 2003.

Le nombre total de salariés inscrits sur les listes de paie a très peu varié en mars (-2 900). Cette tendance s'est reflétée dans la plupart des provinces et des industries principales.

Nota : Certains changements ont été apportés à l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Depuis la diffusion des données de janvier 2004, les estimations courantes et historiques du programme sont basées sur le Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord (SCIAN), 2002. Ce changement touche seulement quelques regroupements industriels dans les secteurs de la construction (SCIAN 23), de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle

(SCIAN 51). En plus du passage au SCIAN 2002, la définition des biens durables et non durables du secteur de la fabrication a été légèrement modifiée. D'autres séries sont touchées par le processus normal de révision historique du programme. Un tableau de concordance entre le SCIAN 1997 et le SCIAN 2002 est offert. Pour obtenir des renseignements sur le tableau de concordance, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (*travail@statcan.ca*), Division de la statistique du travail. Télécopieur : (613) 951-2869.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 281-0023 à 281-0046.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Des données détaillées par secteur, des données selon la taille de l'entreprise fondée sur l'emploi ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail sont aussi offerts dans les tableaux de la publication mensuelle *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XIB, 26 \$ / 257 \$) qui paraîtra sous peu.

Les données d'avril 2004 sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 24 juin.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (*travail@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091, Division de la statistique du travail. Télécopieur : (613) 951-2869. □

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Mars 2003	Février 2004 ^r	Mars 2004 ^p	Février à mars 2004	Mars 2003 à mars 2004
	données désaisonnalisées				
	en dollars			var. en %	
Ensemble des secteurs	686,33	699,95	702,97	0,4	2,4
Foresterie, exploitation forestière et soutien	836,61	885,30	883,71	-0,2	5,6
Extraction minière, de pétrole et de gaz	1 180,73	1 232,01	1 231,39	-0,1	4,3
Services publics	1 067,44	1 078,94	1 087,87	0,8	1,9
Construction	822,09	831,48	834,85	0,4	1,6
Fabrication	839,96	855,03	853,42	-0,2	1,6
Commerce de gros	787,75	794,90	797,64	0,3	1,3
Commerce de détail	437,44	444,97	447,96	0,7	2,4
Transport et entreposage	769,25	751,62	750,43	-0,2	-2,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	826,81	830,09	833,94	0,5	0,9
Finance et assurances	871,96	869,77	873,85	0,5	0,2
Services immobiliers, de location et de location à bail	593,45	607,08	607,29	0,0	2,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	921,03	923,61	923,30	0,0	0,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	849,89	872,45	899,83	3,1	5,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	540,03	543,07	552,89	1,8	2,4
Services d'enseignement	747,56	793,60	787,67	-0,7	5,4
Soins de santé et assistance sociale	606,80	633,19	641,30	1,3	5,7
Arts, spectacles et loisirs	413,98	417,25	417,77	0,1	0,9
Hébergement et services de restauration	272,91	276,70	284,32	2,8	4,2
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	517,60	535,22	544,29	1,7	5,2
Administrations publiques	852,37	878,83	882,00	0,4	3,5
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	628,02	641,32	646,71	0,8	3,0
Île-du-Prince-Édouard	541,78	555,65	561,56	1,1	3,7
Nouvelle-Écosse	596,00	607,99	611,10	0,5	2,5
Nouveau-Brunswick	616,81	637,62	639,72	0,3	3,7
Québec	650,24	659,48	659,91	0,1	1,5
Ontario	731,76	740,81	742,61	0,2	1,5
Manitoba	608,14	637,54	641,04	0,5	5,4
Saskatchewan	618,55	644,07	648,03	0,6	4,8
Alberta	706,87	728,63	735,39	0,9	4,0
Colombie-Britannique	677,40	693,86	699,06	0,7	3,2
Yukon	764,45	793,64	781,70	-1,5	2,3
Territoires du Nord-Ouest ¹	895,16	925,6	930,25	0,5	3,9
Nunavut ¹	793,91	768,18	778,10	1,3	-2,0

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Données non désaisonnalisées.

Nombre de salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Janvier 2004	Février 2004 ^r	Mars 2004 ^p	Janvier à février 2004	Février à mars 2004
	données désaisonnalisées			var. en %	
	en milliers				
Ensemble des industries	13 410,6	13 406,8	13 403,9	0,0	0,0
Foresterie, exploitation forestière et soutien	53,2	53,6	53,2	0,8	-0,7
Extraction minière, de pétrole et de gaz	153,3	151,9	150,6	-0,9	-0,9
Services publics	116,9	119,7	119,8	2,4	0,1
Construction	657,0	657,3	658,2	0,0	0,1
Fabrication	2 005,8	1 996,3	1 995,3	-0,5	-0,1
Commerce de gros	749,6	743,8	740,9	-0,8	-0,4
Commerce de détail	1 622,5	1 623,1	1 620,0	0,0	-0,2
Transport et entreposage	602,2	601,1	605,5	-0,2	0,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	347,2	345,5	343,1	-0,5	-0,7
Finance et assurances	575,0	577,3	574,7	0,4	-0,5
Services immobiliers, de location et de location à bail	229,5	230,1	229,5	0,3	-0,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	663,7	660,9	662,8	-0,4	0,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	87,9	88,5	87,4	0,7	-1,2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	613,9	613,0	613,7	-0,1	0,1
Services d'enseignement	958,4	964,3	967,8	0,6	0,4
Soins de santé et assistance sociale	1 379,4	1 373,3	1 373,7	-0,4	0,0
Arts, spectacles et loisirs	240,0	240,8	239,6	0,3	-0,5
Hébergement et services de restauration	945,4	942,4	935,5	-0,3	-0,7
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	505,0	504,9	503,6	0,0	-0,3
Administrations publiques	765,2	772,1	775,7	0,9	0,5
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	186,2	185,6	185,4	-0,3	-0,1
Île-du-Prince-Édouard	61,8	61,5	61,8	-0,5	0,5
Nouvelle-Écosse	381,5	378,8	378,8	-0,7	0,0
Nouveau-Brunswick	299,8	297,3	298,1	-0,8	0,3
Québec	3 179,3	3 168,4	3 162,5	-0,3	-0,2
Ontario	5 223,8	5 232,6	5 234,8	0,2	0,0
Manitoba	522,5	519,8	519,4	-0,5	-0,1
Saskatchewan	396,6	394,2	393,7	-0,6	-0,1
Alberta	1 470,8	1 474,1	1 475,4	0,2	0,1
Colombie-Britannique	1 643,0	1 648,4	1 647,3	0,3	-0,1
Yukon	15,3	15,4	15,8	0,7	2,6
Territoires du Nord-Ouest ¹	21,6	21,7	22,0	0,5	1,4
Nunavut ¹	10,8	11,4	11,3	5,6	-0,9

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Données non désaisonnalisées.

Exploration de la participation du crime organisé au vol de véhicules à moteur 2002

Bien que les vols de véhicules soient commis en grande partie en vue de combler la recherche de sensations fortes ou de se procurer un moyen de transport, un vol sur cinq aurait été commis par des groupes criminels organisés en 2002, selon un nouveau rapport.

En 2002, environ 161 000 véhicules à moteur ont été volés au Canada, en baisse de 5 % par rapport à l'année précédente. Étant donné qu'il est difficile d'évaluer la quantité de vols de véhicules commis par les groupes

criminels organisés, la police s'est servie du nombre de véhicules volés qui ne sont pas récupérés comme mesure de substitution.

Les véhicules volés pour combler la recherche de sensations fortes ou pour commettre un autre crime sont habituellement abandonnés une fois qu'ils ont servi à ces fins, puis récupérés plus tard par la police. Ceux qui sont volés par des groupes criminels organisés ne sont habituellement pas récupérés puisqu'ils sont souvent destinés à l'exportation ou à la revente interprovinciale, ou qu'ils sont démontés pour la vente des pièces.

Bien que les taux globaux les plus élevés de vols de véhicules à moteur soient constatés dans l'Ouest

canadien, ces véhicules sont pour la plupart récupérés ultérieurement par la police. Cet état de choses semble indiquer que ces véhicules ont été principalement volés pour combler la recherche de sensations fortes ou pour servir de moyen de transport.

Selon les données fournies par 22 services de police importants, c'est à Montréal que l'on compte le taux le plus élevé de véhicules volés non récupérés. En 2002, ce dernier taux a constitué le double de celui d'Halifax, ville occupant le deuxième rang.

En outre, on a constaté des taux élevés de véhicules volés non récupérés à London, à Ottawa–Gatineau et dans la région de Toronto. C'est à St. John's, à Victoria et à Regina qu'on a déclaré les taux les moins élevés.

Plus du tiers de tous les véhicules volés à des résidences privées ou chez des concessionnaires ne

sont pas récupérés, comparativement à 10 % des véhicules volés dans les rues et à 15 % de ceux volés dans les parcs de stationnement. On peut attribuer cet état de choses au fait que les groupes criminels organisés s'attaquent aux véhicules de grande valeur provenant d'endroits précis.

La publication *L'exploration de la participation du crime organisé au vol de véhicules à moteur* (85-563-XIF, 24 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Véhicules volés non récupérés, divers services de police¹ 2002

Service de police	Population	Nombre de véhicules volés	% de véhicules non récupérés	Taux de véhicules non récupérés ²
Montréal	1 853 489	14 999	44	354
Halifax	200 928	1 268	24	151
London	346 372	2 639	18	141
Ottawa	817 375	3 490	32	135
Région de York	818 013	2 472	39	118
Gatineau-Métro	219 717	773	33	117
Toronto	2 614 956	10 258	25	97
Vancouver	580 094	5 709	9	84
Kingston	115 205	314	30	81
Barrie	106 132	419	20	78
Calgary	915 453	4 799	13	70
Winnipeg	631 620	9 321	5	69
Edmonton	666 739	5 664	8	65
Saskatoon	206 922	991	13	63
Sûreté du Québec	2 222 572	4 351	29	58
Grand Sudbury	159 316	613	23	51
Windsor	214 348	872	11	45
Thunder Bay	118 086	198	25	41
Regina	184 661	2 754	3	40
Victoria	75 424	506	5	31
St. John's	176 619	326	10	19
Gendarmerie royale du Canada	...	35 799	10	...

... N'ayant pas lieu de figurer.

1. Les services de police inclus dans les données du présent tableau ont déclaré 72 % de tous les vols de véhicules signalés à la police en 2002, selon le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC).

2. Les taux sont calculés pour 100 000 habitants.

Statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger

2002

Le niveau des ventes des sociétés affiliées canadiennes à participation majoritaire à l'étranger a légèrement fléchi en 2002, alors que la croissance a été de seulement 1 % dans les pays du G7 autres que le Canada. Les ventes des sociétés affiliées à l'étranger ont totalisé 360,8 milliards de dollars, soit 1,7 milliard de dollars de moins qu'en 2001. Par ailleurs, l'emploi dans les sociétés affiliées à l'étranger a cru de 7 000 pour s'établir à 919 000 personnes.

Les sociétés affiliées à l'étranger qui sont des producteurs de biens ont affiché une faible augmentation du niveau de leurs ventes et de l'emploi. Les ventes des producteurs de biens ont atteint 223 milliards de dollars en 2002, en hausse de 1 % par rapport à 2001. La hausse de 13 % (+5 milliards de dollars) des ventes de l'extraction minière et de l'extraction pétrolière et gazière a été en partie neutralisée par une diminution de 2 milliards de dollars des ventes de l'industrie de la fabrication.

Il s'agit de la deuxième année consécutive de baisse des ventes dans l'industrie de la fabrication. L'industrie de la fabrication de matériel informatique et de produits électroniques a connu une diminution de 9 milliards de dollars (-17 %) et de 13 milliards de dollars (-31 %) de ses ventes en 2001 et en 2002, respectivement.

L'emploi dans les sociétés affiliées à l'étranger qui sont des producteurs de biens a progressé de 22 000 personnes (+4 %) pour s'établir à 584 000.

En 2002, les ventes et l'emploi des sociétés affiliées à l'étranger, qui sont des fournisseurs de services, ont diminué. Les ventes des fournisseurs de services se sont établies à 138 milliards de dollars, en baisse de 3 % par rapport à 2001. Le commerce de gros (-24 % ou -3 milliards de dollars) et la gestion de sociétés et d'entreprises (-21 % ou -2 milliards de dollars) ont surtout contribué à cette baisse. De plus, cette baisse est principalement attribuable à la faiblesse de l'industrie de la fabrication de matériel informatique et de produits électroniques.

L'emploi chez les fournisseurs de services a fléchi de 4 % pour s'établir à 335 000 personnes. Le transport et l'entreposage (-4 000) et l'information et l'industrie culturelle (-4 000) ont connu des baisses appréciables

de leur niveau de l'emploi, soit de 11 % et 5 %, respectivement.

Pendant que la proportion des ventes des sociétés affiliées à l'étranger aux États-Unis demeurait inchangé à 62 %, la part de l'emploi dans les sociétés affiliées à l'étranger aux États-Unis a baissé à 58 %, comparativement à 60 % en 2001.

Seulement deux des cinq régions ont connu une augmentation sur le plan de l'emploi et des ventes des sociétés affiliées à l'étranger en 2002. Dans l'Union européenne (excluant le Royaume-Uni), les ventes ont progressé de 4 % pour passer à 40 milliards de dollars, tandis que l'emploi a crû de 3 % pour se fixer à 93 000 à la fin de 2002. La région constituée des autres pays de l'OCDE a affiché une plus forte croissance. Ses ventes ont connu une hausse de 14 % pour monter à 23 milliards de dollars, tandis que l'emploi gagnait 11 % pour atteindre 63 000 personnes.

Nota : Seules les données des sociétés affiliées à l'étranger à participation majoritaire (SAEPM) ont été incluses afin d'assurer la conformité aux pratiques internationales relatives à la mesure des statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger. Pour des raisons opérationnelles, les institutions de dépôt et les succursales étrangères d'entreprises ont été exclues des estimations. Les chiffres des ventes et de l'emploi des SAEPM sont attribués en totalité, il n'y a pas de correction pour les cas de propriété à moins de 100 %.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0060, 376-0061.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1529.

Une analyse supplémentaire de ces statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger paraîtra bientôt dans la publication *Le commerce international de services du Canada* (67-203-XIB, 35 \$).

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Simard au (613) 951-7244 (eric.simard@statcan.ca), Division de la balance des paiements. □

Opérations des sociétés affiliées à l'étranger

	1999	2000	2001	2002
	Ventes (en milliards de dollars)			
États-Unis	204	237	224	222
Royaume-Uni	24	31	36	36
Autres pays de l'Union européenne	38	37	39	40
Autres pays de l'OCDE	14	18	20	23
Autres pays	36	44	44	40
Total	316	367	363	361
	Emploi (en milliers)			
États-Unis	475	553	549	534
Royaume-Uni	51	78	87	92
Autres pays de l'Union européenne	69	79	90	93
Autres pays de l'OCDE	48	51	57	63
Autres pays	121	127	129	137
Total	764	888	912	919

Emploi dans le secteur public

Premier trimestre de 2004 (données provisoires)

Il est maintenant possible d'obtenir les estimations sur l'emploi et le total des salaires et des traitements dans le secteur public pour le premier trimestre de 2004. Des révisions ont été apportées aux données à partir de 1999.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 à 183-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1713 et 1728.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur l'emploi dans le secteur public dans le module *Le Canada en statistiques* de notre site Web.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Salois au (613) 951-0379 (salodan@statcan.ca), Division des institutions publiques. ■

Enquête sur la participation et les limitations d'activités

2001

Il est maintenant possible d'obtenir les données sur les dépenses non remboursées liées à l'incapacité pour les enfants et les adultes handicapés. Les dépenses pour les médicaments, les appareils spécialisés, l'aide avec les activités quotidiennes, les soins de santé, le transport et les modifications au logement sont incluses. Cette diffusion constitue la sixième et dernière vague de données de l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3251.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lucie Cossette au (613) 951-0876 (lucie.cossette@statcan.ca), Division de la statistique sociale, du logement et des familles. ■

Stocks de viandes froides et congelées

Mai 2004

Au premier jour ouvrable de mai, 88 498 tonnes métriques de viande rouge froide et congelée reposaient dans les entrepôts frigorifiques, en hausse de 2 % comparativement aux 87 085 tonnes en avril et en baisse de 7 % par rapport aux 95 141 de mai 2003. Les stocks de viande de volaille congelée au 1^{er} mai étaient de 51 860 tonnes métriques, en baisse de 3 % par rapport au 1^{er} mai 2003.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0005 et 003-0041.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3423.

Il est possible de consulter gratuitement les données de mai 2004 de la publication *Stocks de viandes froides et congelées* (23-009-XIF, gratuite) en ligne. Sous la rubrique *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites* puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Barbara McLaughlin au (902) 893-7251 (*barbara.mclaughlin@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Stocks de viandes froides et congelées, mai 2004
Numéro au catalogue : **23-009-XIF**
(gratuit).

Commerce de gros, mars 2004, vol. 67, n° 3
Numéro au catalogue : **63-008-XIF** (15 \$/150 \$).

**Enquête sur l'éducation et sur la formation
des adultes, documentation et fichiers
de micro-données**
Numéro au catalogue : **81M0013XCB** (2 140\$).

**L'exploration de la participation du crime organisé
au vol de véhicules à moteur**, 2002
Numéro au catalogue : **85-563-XIF** (24 \$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou
-XIF représentent la version électronique offerte sur
Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS
et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Nouvelles 8h à 9h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut contrôlée encore une fois relativement faiblement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Aide de l'ancien président, dernière sa tournée le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.